

culture se relever, les finances de l'État retrouver l'ère des excédents et des amortissements. Dans ces conditions, il est juste de conclure comme M. Fiamingo : « La crise économique allemande, dit-il, a rendu nécessaire pour l'Italie son rapprochement politique avec la France. En présence de raisons financières d'une aussi grande importance, l'accord franco-italien pour Tripoli perd presque toute valeur. L'Italie aurait été forcée de faire une politique très sympathique pour la France même dans le cas où ce pays n'aurait pas consenti l'occupation italienne de la Tripolitaine. Si, par une erreur politique, comme la visite du prince de Naples à Metz, on avait blessé les sentiments patriotiques des Français et si le marché de Paris avait commencé à nouveau les ventes du consolidé, l'Italie aurait dû rembourser, d'un jour à l'autre, tout l'argent français et le change aurait eu à nouveau ses cours les plus hauts, le consolidé les plus bas, et l'Italie se serait trouvée en face d'une crise économique, dont elle a eu un terrible exemple en 1893. L'impuissance montrée par le marché monétaire allemand à faire l'office de banquier de l'Italie, la nécessité, pour un pays aussi jeune que celui-ci, pour continuer son développement économique, d'avoir le concours d'autres peuples plus riches que lui, et cette fonction de banquier, reprise par le marché monétaire de Paris, imposent à l'Italie une politique en parfait accord avec la France. Si, par une hypothèse qui cependant n'a maintenant aucune base, l'Italie reprenait cette politique de piqûres d'épingles, les dommages qui en résulteraient se